

Retraites

L'UNSA pour une large mobilisation le samedi 2 octobre

Sur les retraites, le gouvernement et le Président de la République ne veulent pas céder sur le fond. Nous non plus.

Le 9 septembre, sept secrétaires généraux et présidents, représentant les organisations membres de l'intersyndicale, dont l'UNSA, le leur ont fait savoir par écrit.

Le 15 septembre, lors du vote du projet de loi à l'Assemblée Nationale, nous avons organisé des rassemblements partout en France.

A l'UNSA, nous redisons avec force qu'une réforme des retraites est nécessaire. Nous redisons avec force que, si nous devons toutes et tous faire des efforts, encore faut-il que ceux-ci soient équitablement partagés ; c'est pourquoi nous n'acceptons pas que, dans la réforme présentée par le gouvernement, les efforts soient quasi-exclusivement demandés aux salariés sous la forme de mesures d'âge.

Pour le gouvernement, les chiffres sont cruels. Sur 45 milliards d'euros de besoin annuel de financement à l'horizon 2018, les hauts revenus apportent seulement 600 millions d'euros et les revenus du capital 1 milliard trois cents millions.

Où est la réforme juste tant vantée par le gouvernement ? Et que dire de celles (les femmes sont nombreuses dans ce cas) et de ceux qui subissent des carrières hachées et discontinues, qui alternent temps de travail et temps de chômage ou petits boulots ? Obligés de partir à 67 ans, quel sera le montant de leur retraite ?

Sans parler de la façon dont est traitée la question de la pénibilité ; et sur ce point, les légers infléchissements que le Président de la République a été obligé d'apporter au texte après la journée de mobilisation syndicale du mardi 7 septembre, n'y changent rien.

Après la journée du 7 septembre, ce n'est pas révéler un secret que de dire qu'il y eut, sur la question des modalités d'action, un débat dans l'intersyndicale qui s'est réunie le 8 septembre et que des avis divergents se sont exprimés.

Même si la journée du 23 fut un succès, l'UNSA a toujours été favorable à une grande mobilisation un samedi afin de permettre à toutes celles et à tous ceux qui, de fait, ne peuvent pas ou ne peuvent plus faire grève - et je pense aux millions de salariés des petites et moyennes entreprises- de rejoindre le mouvement.

L'intersyndicale qui s'est réunie ce 24 septembre a retenu notre proposition. Ce sera donc le samedi 2 octobre suivi d'une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 12 octobre.

Pour l'UNSA, c'est en élargissant la mobilisation que nous pourrons faire reculer le gouvernement. Toutes et tous mobilisés le 2 octobre.

Alain Olive